

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14

Dossier n° 11.5.2/32_2017

Lausanne, le 2 août 2017

Communiqué aux médias du Tribunal fédéral

Arrêt du 14 juillet 2017 (9C_806/2016)

Observation de bénéficiaires de l'AI : absence de base légale suffisante

Il manque une base légale suffisamment claire et détaillée pour l'observation de bénéficiaires d'une rente de l'AI. L'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme en octobre dernier, selon lequel une base légale suffisante pour la surveillance secrète en matière d'assurance-accidents fait défaut en Suisse, vaut également pour l'assurance-invalidité. Dans le cas concret, les moyens de preuve recueillis au cours de l'observation peuvent toutefois être utilisés, parce que l'intérêt public est prépondérant.

En 2010, l'office AI du canton de Zoug avait fait surveiller le bénéficiaire d'une rente de l'AI pendant quatre jours en l'espace de deux semaines, chaque fois entre cinq et neuf heures par jour. Seuls des actes que la personne concernée avait effectués sur le domaine public avaient été enregistrés. Sur la base des résultats de la surveillance, une nouvelle expertise psychiatrique avait été mise en œuvre, à la suite de laquelle l'office AI avait supprimé le droit à la rente, décision confirmée par le Tribunal administratif du canton de Zoug.

Le Tribunal fédéral rejette le recours formé par l'assuré, parce que la décision de supprimer la rente de l'AI est, dans son résultat, conforme au droit. Toutefois, il arrive à la conclusion qu'il n'existe pas de base légale suffisante pour une observation de bénéficiaires de rentes de l'AI mise en œuvre par l'office AI. A défaut d'une

réglementation étendue, claire et détaillée, figurant dans une loi, une telle surveillance secrète viole le droit fondamental au respect de la vie privée et familiale selon l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), respectivement l'article 13 de la Constitution. En octobre passé, la Cour européenne des droits de l'homme avait constaté qu'il n'existait pas de réglementation légale suffisamment claire et détaillée pour l'observation dans le domaine de l'assurance-accidents en Suisse. Les règles légales existantes sur des aspects partiels de la surveillance, en relation avec la jurisprudence du Tribunal fédéral rendue à ce sujet (limitation de la surveillance au domaine public, interdiction de prendre contact avec la personne assurée pour s'immiscer dans sa vie privée), ne suffisaient pas à elles seules. Le Tribunal fédéral arrive à la conclusion que la situation juridique ne se présente pas de manière différente dans l'assurance-invalidité, de sorte que l'arrêt de la CEDH est également valable dans ce domaine.

Autre est la question de savoir si le matériel recueilli dans le cadre de l'observation illicite peut être utilisé en tant que moyen de preuve dans le cas concret. Pour y répondre, il est nécessaire de faire une pesée des intérêts entre les intérêts privés de la personne concernée et les intérêts publics. En l'occurrence, le bénéficiaire de la rente de l'AI a été surveillé seulement sur le domaine public et n'a pas été influencé. L'observation a été mise en œuvre en raison de doutes concrets, a été limitée à quatre jours en l'espace de deux semaines et a duré chaque fois entre cinq et neuf heures. La personne assurée n'a dès lors pas été soumise à une surveillance systématique ou constante et a subi sous cet angle une atteinte relativement modérée à son droit fondamental. A cet égard, l'intérêt public important et prépondérant à empêcher les abus dans l'assurance prédomine. C'est pourquoi le rapport d'observation, y compris les photographiques et la vidéo, peut être pris en considération dans l'appréciation des preuves.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias, Rebecca Jutzet, Chargée des médias suppléante
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué aux médias sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 2 août 2017 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 9C_806/2016.